

# Le monde rural : situation et mutations

## Synthèse

**Laurent Davezies**  
*Economiste*

---

7 juillet 2017

Durant toute la campagne présidentielle, les candidats n'ont pas ménagé leur peine pour se montrer au côté du monde rural, pour relayer son malaise et prendre des engagements à son égard. Moins nombreux ont été ceux qui se sont efforcés de caractériser sa situation et les mutations qui l'affectent. C'est l'objet de cette courte note de l'économiste et géographe Laurent Davezies. Il en ressort que le monde rural est en train moins de dépérir que de changer de fonction<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette note est largement inspirée d'une communication faite par l'auteur lors d'un séminaire organisé à l'Assemblée nationale le 17 février 2016.

Si l'on définit le « monde rural » la négative, c'est-à-dire comme l'ensemble des territoires ne faisant pas partie du « monde urbain » défini par l'Insee (aires urbaines, 2010), il rassemble alors les 18 311 communes (la moitié des communes du pays) qui ne font pas partie d'une des 770 aires urbaines. Ainsi défini, il accueille 9,7 millions d'habitants, soit 15% de la population de la France métropolitaine, qui occupent 55% de la surface du territoire national. En moyenne, on y compte 32 habitants et 9 emplois au km<sup>2</sup> et les communes y ont 530 habitants ; pour mémoire, l'Ile-de-France compte 986 habitants et 470 emplois au km<sup>2</sup>.

La question rurale reste inséparable de celle de l'agriculture. Et celle-ci se porte plutôt mal. Entre 1988 et 2010, le nombre d'exploitations en activité a été divisé par deux (- 260 000) et le nombre d'emplois agricoles a reculé, entre 1982 et 2010, de près de 70% (- 560 000). Même si la surface agricole exploitée ne s'est que peu réduite (- 4% entre 1988 et 2010), ce qui suggère une forte restructuration de la production, avec de plus grandes exploitations, la valeur ajoutée agricole n'a que peu progressé dans les années et décennies passées.

Pour autant, la part de l'agriculture dans l'emploi du monde rural n'est plus aujourd'hui que de 12% (et elle n'emploie que 8,5% des actifs occupés qui y vivent). Même si on y ajoute les emplois liés aux activités para-agricoles, l'économie du monde rural n'est désormais plus agricole (du reste, on y compte aujourd'hui pratiquement autant d'emplois industriels qu'agricoles). Mais la tendance est également inquiétante dans d'autres secteurs productifs (- 125 000 emplois industriels entre 1982 et 2010).

De façon générale, l'emploi salarié privé y a plus souffert de la dernière crise que dans le monde urbain, avec un recul entre 2007 et 2014 de 80 000 emplois (-5,8%, contre -0,8%, au total dans les aires urbaines). Inquiétante aussi, la « fracture numérique » pénalise le monde rural pour son intégration dans la nouvelle économie « informationnelle » : les réseaux de téléphones mobiles, en 2015, ne couvrent que 44% des habitants du monde rural (99% en Ile-de-France) et 25% de sa superficie (contre 83% en Ile-de-France), seul 1% des locaux (établissements et logements) y ont accès à l'internet haut débit (+ de 100 Mb) contre 62% en Ile-de-France (pour + de 30 Mb, les couvertures sont respectivement 24% et 72%).

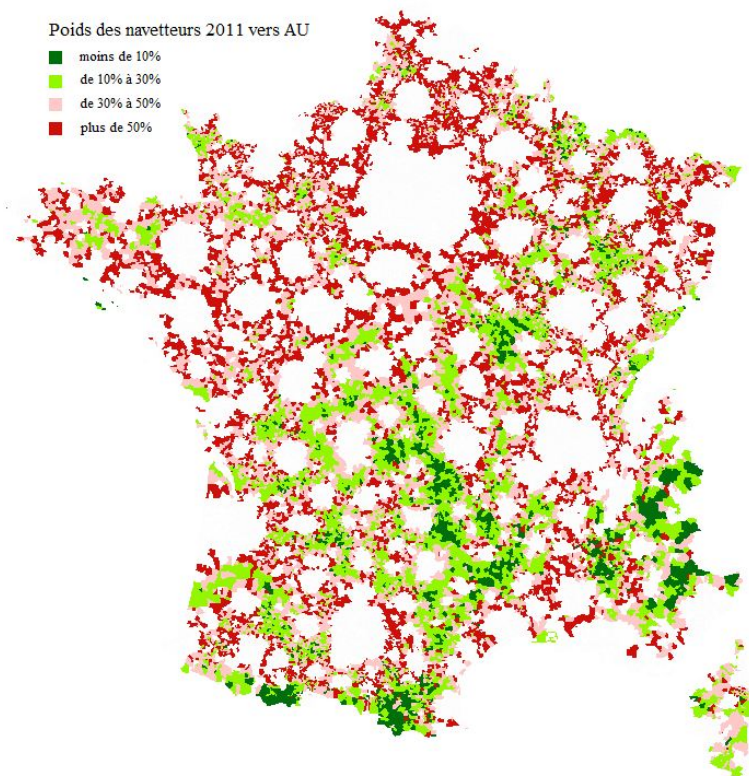
En bref, on assisterait à une véritable fracture entre les mondes urbains et ruraux, qui justifierait l'angoisse des habitants dans ces derniers territoires et alimenterait leur sentiment d'être abandonnés, orphelins de la solidarité entre les territoires.

Pourtant, si cette crise structurelle du monde rural est réelle, elle est aujourd’hui largement amortie par les fortes solidarités fonctionnelles et redistributives mises en œuvre par le monde urbain.

La première donnée qui permet d’illustrer ce lien nouveau et puissant entre les villes et les campagnes porte sur l’emploi : sur les 3,8 millions d’actifs vivant en 2012 dans le monde rural, 47% vont travailler dans une aire urbaine. On peut du reste définir et cartographier plusieurs catégories de territoires ruraux selon leur dépendance aux emplois urbains.

82% des habitants du monde rural vivent dans des communes dont les actifs occupés dépendent pour plus de 30% d’emplois urbains. C’est le cas de l’essentiel des communes de plaine du pays. Celles qui sont moins dépendantes, de 0 à 30%, se situent généralement sur les reliefs (Massif central, Alpes et Pyrénées). On y trouve 18% de la population du monde rural (1,8 millions d’habitants, soit 2,8% de la population du pays sur 17,5% de sa surface).

*Carte 1 : les catégories de communes ne faisant pas partie d’une aire urbaine en fonction de la part de leurs actifs occupés qui sont employés dans une aire urbaine (2012). (D’après Insee)*



Plus spectaculaire, entre 2006 et 2011, alors que la crise frappe plus durement le monde rural, pour une augmentation de 170 000 actifs occupés vivant dans le monde rural, on observe une variation de 142 000 navetteurs allant travailler dans une aire urbaine : en bref, 85% des nouveaux actifs y dépendent d'emplois urbains (et 30% des nouveaux emplois du monde urbain, sur la même période, permettent d'employer des actifs vivant dans le monde rural).

Le plus gros des territoires ruraux bénéficie fortement et de façon accélérée de l'économie du monde urbain. Cet avantage se réduit avec la distance aux aires urbaines : on note qu'un millier de communes rurales (généralement de montagne) n'envoient que moins de 10% de leurs actifs travailler dans une aire urbaine. On y trouve 225 000 habitants, soit 0,4% de la population du pays, et 90 000 actifs occupés (0,3% du pays) sur 4% de la superficie de l'Hexagone. Même si ces territoires pèsent d'un poids marginal dans l'économie nationale, ils constituent pourtant une sorte d'idéal-type, fortement ancré dans les imaginaires d'urbains dont les grand-parents étaient souvent ruraux eux-mêmes, de ce qu'est le monde rural d'aujourd'hui.

Mais l'inconvénient de la distance aux marchés de l'emploi urbains est fortement compensé par d'autres avantages qui trouvent eux aussi leur source dans le monde urbain : moins les communes rurales envoient de navetteurs travailler en ville, plus leur cadre résidentiel et touristique leur permet d'attirer de flux monétaires « résidentiels ». Dans les communes dont 10 à 30% des actifs sont dépendants d'emplois urbains, 32% des logements sont des résidences secondaires, dans celles en-dessous de 10%, 61%. (14% dans celles à plus de 30% de dépendance aux emplois urbains et 10% en moyenne en France métropolitaine). Plus généralement, les dépenses touristiques (tous modes d'hébergement compris) sont, en euro par habitant, huit fois plus élevées dans les communes dépendant pour moins de 10% d'emplois urbains qu'en moyenne en France « de province », trois fois plus dans les communes entre 10 et 30% et une fois et demie plus dans les communes à plus de 30%.

Si l'on comptabilise la population réellement présente dans les territoires ruraux (calculée à partir des nuitées totales dans ces territoires compte tenu des entrées-sorties de population), on note qu'y vivent de façon permanente ou provisoire de l'ordre de 850 000 hommes-années de plus que la population recensée : ces apports, pour l'essentiel touristiques, font que le monde rural est aujourd'hui aussi peuplé que dans les années 1950 ! Cet apport relatif de population est d'autant plus élevé que la dépendance des communes à l'emploi urbain est faible (il représente 33% de la population des communes à moins de 10% de dépendance).

Les apports de pensions de retraite viennent abonder ces flux monétaires vers le monde rural. On ne dispose pas de données récentes sur la mobilité des retraités. Entre 2006 et 2012, 220 000 ont quitté une aire urbaine pour s'installer dans le monde rural. Si cet apport s'est maintenu entre 2006 et 2012, cela signifie qu'il représente une progression de plus de 6% du nombre des titulaires de revenus du monde rural (actifs occupés + retraités).

Les pensions de retraites représentent 29% du revenu déclaré en 2012 en France, 35% dans le monde rural. Là encore, la dépendance aux revenus de pensions s'accroît plutôt avec la distance aux villes : dans les communes dont les actifs dépendent pour moins de 10% d'emplois urbains, les pensions de retraite pèsent 36% du revenu déclaré des ménages en 2012, 39% dans les communes entre 10 et 30%, 37% dans celles entre 30 et 50% et 32% dans celles à plus de 50%.

Finalement, par ces différents mécanismes, la crise du monde rural est singulièrement amortie : sur le plan démographique par l'apport des populations « présentes », sur celui de l'accès à l'emploi par la dépendance croissante aux emplois urbains, sur le plan des revenus par des apports de revenus liés au tourisme et aux retraites.

On observe ainsi un rebond démographique du monde rural, depuis le recensement de 1999 : après une longue phase de repli, la population se remet à augmenter, d'abord moins vite que celle du pays et, depuis 2006, plus rapidement (entre 2006 et 2012, respectivement +4,3% et +3,2%). Seule la poignée de communes les plus éloignées du monde urbain (dépendance aux emplois urbains inférieure à 10%) continue à globalement perdre de la population, mais à un rythme nettement ralenti par rapport aux années antérieures.

Le revenu déclaré par habitant du monde rural a régulièrement progressé plus rapidement que dans le reste, urbain, du pays du début des années 1990 à aujourd'hui. Et cela plus fortement encore dans la strate des communes les plus éloignées des aires urbaines.

Ces apports de peuplement et de revenu ont permis de soutenir l'emploi du monde rural (dans un contexte, comme on l'a vu, de repli des emplois salariés privés) : entre 2006 et 2012, quand le monde rural progresse de 18 000 emplois, le nombre des emplois « d'administration publique / enseignement / santé / social » y a progressé de 60 000, dans un contexte de substitution des emplois productifs, à la peine, par des emplois « présents » liés à la consommation (ces derniers sont à l'origine de 154% de la variation 2006-2012 de l'emploi du monde rural).

En conclusion, ces quelques données suggèrent que la crise actuelle du monde rural est celle d'un changement majeur de ses fonctions. Ce changement fait des gagnants et des perdants et bien malin celui qui peut dire ce qu'il sera dans 20 ans (encore que beaucoup d'indices permettraient d'argumenter de façon optimiste). Pour autant, il est difficile d'avancer l'idée que le monde urbain et particulièrement les métropoles, ont tourné le dos au monde rural : ce sont au contraire toutes sortes de mécanismes de solidarité fonctionnelle, des villes vers les campagnes, qui permettent d'y amortir largement cette crise et, mieux, de redonner aux habitants du monde rural plus d'emplois, de revenus et de population. Entre les villes et les campagnes, on voit moins aujourd'hui de déchirure que de couture.

Et l'on ne parle pas ici des mécanismes de solidarité redistributive qui, via les budgets publics, opèrent de massifs transferts de revenus entre les territoires riches et les territoires pauvres de notre pays<sup>2</sup>. Même si ces dépenses publiques et sociales peuvent connaître à l'avenir une certaine inflexion liée à la crise des finances publiques, elles resteront un mécanisme majeur de partage des fruits de la croissance des villes au profit du monde rural.

---

<sup>2</sup> Voir le dernier rapport du Haut Conseil au Financement de la Protection Sociale (2015), qui offre une première estimation, sur l'année 2012, des montants de redistribution inter-départementaux liés aux prélèvements et dépenses de protection sociales (31% du PIB).